

Le Président

Monsieur Jérémy GIULIANO
Maire de Le Val
Hôtel de ville
5 Place de la Libération
83143 LE VAL

Affaire suivie par : Muriel ORSOLINI
Direction des infrastructures et de la mobilité
Pôle territorial Provence Verte
☎ : 06 25 04 56 28
Nos réf : D24-00567
Vos réf : votre courrier du 20 novembre 2023

Toulon, le 23/02/2024

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu le 27 novembre 2023, vous avez transmis au Département, pour avis, le projet de règlement local de publicité arrêté par votre conseil municipal.

Je vous communique en pièce jointe les observations du Département.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de ma considération distinguée.

Re à lui'

Jean-Louis MASSON



**Observations du Département
sur le projet de RLP de Le Val**

● Application et portée du règlement

Cet article préliminaire du règlement pourrait préciser que le présent RLP ne se substitue pas aux autres législations et réglementations telles que le code de la voirie routière, le code de la route ou encore le règlement départemental de voirie.

Cet article pourrait ainsi rappeler les principales dispositions générales de la réglementation :

- application des articles R418-1 à R418-9 du code de la route,
- interdiction des publicités hors agglomération (article L581-7 du code de l'environnement),
- interdiction des publicités numériques (article R581-34 du code de l'Environnement),
- interdiction dans un rayon de 500 m autour de la chapelle Notre Dame de Pitié et ses quatre oratoires d'une part, et autour du monument historique inscrit des Eissartènes d'autre part (article L581-8 du code de l'environnement),
- interdiction dans le périmètre de la zone Natura 2000 Val d'Argens (article L581-8 du code de l'environnement).

● Article P0.2

Cet article évoque à deux reprises la surface de l'écran, alors que la publicité numérique est interdite sur le territoire.

● Article P0.5

Cet article fait mention de publicités et préenseignes numériques, alors que la publicité numérique est interdite sur le territoire.

● Article E1.1

La dernière phrase de l'article est partiellement barrée de rouge, ce qui nuit à l'interprétation de cet article.

● Article E1.2

Cet article fixe les dimensions maximales des enseignes perpendiculaires à un mur. Il convient de préciser que ces dimensions s'appliquent sous réserve des arrêtés fixant les dimensions maximales des saillies sur le domaine public routier, et notamment du règlement départemental de voirie.

● Article E2.3

Cet article pourrait utilement préciser que les enseignes scellées au sol doivent être implantées sur propriété et non sur le domaine public routier.

● Affichage d'opinion

Nous notons que le RLP ne mentionne pas de lieu prévu pour l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif. L'article L 581-13 du code de l'environnement précise les mesures à prendre par la commune en la matière.
